



# ARRÊTÉ

**portant autorisation d'une installation classée  
pour la protection de l'environnement**

Direction  
des Collectivités locales  
et de l'Environnement

Le Préfet des Côtes d'Armor  
Chevalier de la Légion d'Honneur

- VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;
- VU la loi du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour son application ;
- VU le décret n° 53-578 du 20 mai 1953 modifié portant nomenclature des installations classées ;
- VU l'arrêté du Ministre de l'Environnement du 13 juin 1994 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages de volailles et (ou) de gibiers à plumes soumis à autorisation au titre de la protection de l'environnement ;
- VU les récépissés de déclaration délivrés les 20 novembre 1969, 5 août 1970, 2 août 1971, 6 juin 1972, 29 mai 1974 à M. Jean CARFANTAN demeurant à HENANSAL, au lieu-dit "Ville Bellanger" pour l'exploitation de poulaillers à cette adresse ;
- VU le récépissé de déclaration délivré le 29 mai 1974 à M. Christian CARFANTAN, membre du G.A.E.C. de la VILLE BELLANGER pour l'exploitation d'un poulailler à HENANSAL, au lieu-dit "Ville Bellanger" ;
- VU le récépissé de déclaration délivré le 29 décembre 1977 au G.A.E.C. de la VILLE BELLANGER pour l'exploitation d'un poulailler à cette adresse ;
- VU la demande présentée par l'E.A.R.L. de la VILLE BELLANGER en vue de la reprise, de la restructuration et de l'extension à HENANSAL, au lieu-dit "Ville Bellanger" (section ZI n° 42), de cet élevage avicole qui comprendra, après travaux, 168 500 animaux-équivalents (poules pondeuses), installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation ;
- VU les plans et documents annexés à cette demande ;
- VU les résultats de l'enquête publique ;
- VU les délibérations des Conseils municipaux d'HENANSAL (28 octobre 1994), LA BOUILLIE (22 octobre 1994) ;
- VU les avis des chefs de services départementaux des Affaires Sanitaires et Sociales, de l'Agriculture et de la Forêt, de la Protection Civile, émis respectivement les 7 novembre, 26 octobre, 13 octobre 1994 ainsi que celui du Sous-Préfet de DINAN en date du 8 décembre 1994 ;
- VU l'arrêté préfectoral en date du 14 février 1995 prorogeant le délai d'instruction de la demande susvisée d'une période de trois mois ;
- VU le rapport favorable de M. l'Inspecteur des Installations Classées en date du 9 mars 1995 ;
- VU l'avis favorable émis par le Conseil Départemental d'Hygiène en sa séance du 31 mars 1995 ;
- VU les observations formulées par le demandeur en application de l'article 11 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 ;
- SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,

.../...

REPUBLIQUE FRANÇAISE  
*Liberté Égalité Fraternité*

**- A R R E T E -**

**ARTICLE 1er -**

L'E.A.R.L. de LA VILLE BELLANGER sise à HENANSAL, au lieu-dit "Ville Bellanger", est autorisée à exploiter à cette adresse (section ZI n° 42), conformément aux plans annexés à la demande, un élevage de 168 500 animaux-équivalents (poules pondeuses) de plus de un jour en présence simultanée, à savoir :

- élevage existant : 136 000 poules pondeuses,
- élevage à créer : 32 500 poules pondeuses,

installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation sous réserve du respect des prescriptions édictées dans l'annexe jointe au présent arrêté et de celles définies ci-après.

**ARTICLE 2 -**

1) L'accès à tout cours d'eau des oiseaux aquatiques de basse cour est interdit sous réserve de l'application de l'article 18 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 ;

**2) Prescriptions spéciales**

Observation des prescriptions édictées dans le rapport du 9 mars 1995 ci-annexé de l'Inspecteur des Installations Classées.

**ARTICLE 3 -**

La présente autorisation, accordée sous réserve du droit des tiers, n'équivaut pas à un permis de construire. Elle cessera d'être valable si l'établissement n'a pas été mis en service dans le délai de trois ans ou reste inexploité pendant plus de deux années consécutives.

**ARTICLE 4 -**

Toute transformation dans l'état des lieux et toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier d'autorisation, devra faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation.

Tout changement d'exploitant fera l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au Préfet du département des Côtes d'Armor dans le mois qui suivra la prise de possession.

**ARTICLE 5 -**

L'exploitant est tenu de déclarer, sans délai, à l'Inspection des Installations Classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui seraient de nature à porter atteinte à son environnement.

Il devra, en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le Livre II du Code du Travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

**ARTICLE 6 -**

Une copie du présent arrêté énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée sera affichée à la porte de la mairie d'HENANSAL pendant une durée minimum d'un mois. Un même extrait sera affiché en permanence, de façon visible, dans l'installation, par les soins de l'E.A.R.L. de la VILLE BELLANGER.

Un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais de l'E.A.R.L. de la VILLE BELLANGER dans deux journaux d'annonces légales du département.

.../...

ARTICLE 7 -

Le présent arrêté abroge et remplace les récépissés de déclaration des 20 novembre 1969, 5 août 1970, 2 août 1971, 6 juin 1972, 29 mai 1974 et 29 décembre 1977 susvisés.

ARTICLE 8 -

"Délai et voie de recours" (article 14 de la loi n° 76-663) du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée".

ARTICLE 9 -

Le Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,  
Le SOus-Préfet de DINAN,  
Le Maire d'HENANSAL,  
L'Inspecteur des Installations Classées,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à l'E.A.R.L. de LA VILLE BELLANGER pour être conservée en permanence par l'exploitant et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police ainsi qu'aux maires de LA BOUILLIE et HENANBIHEN, pour information.

SAINT-BRIEUC, le 11 MAI 1995

LE PREFET,

Pour le PREFET,  
Le Secrétaire Général,

Pour copie certifiée conforme,  
L'Attaché, Chef de Bureau,



M.S. MOREAU.

Signé : Jean-François PAGES